



La Russie, architecte ou spectatrice d'un nouvel ordre mondial ?

Par **Erik Burgos**, doctorant en relations internationales à l'université du Québec à Montréal (UQAM, Canada) et membre de l'Observatoire de l'Eurasie.

Un moment tentée par la coopération, la Russie est passée, en l'espace de vingt ans, de la méfiance à la contestation, puis à l'affrontement indirect avec l'Occident — notamment en Syrie et en Ukraine. Durant cette période, le plus vaste pays du monde a également orchestré un véritable redéploiement stratégique vers l'allié chinois pour contrecarrer le leadership mondial des États-Unis. Vu sous cette évolution, la guerre actuelle en Ukraine n'est que l'un des tout premiers symptômes d'une lutte plus globale pour la recomposition de l'ordre mondial.

Depuis 2003, la politique étrangère de la Russie s'est articulée autour du maintien de son influence dans l'espace ex-soviétique, de la restauration de son statut de grande puissance mondiale (à travers ses relations économiques et commerciales) et de l'écllosion d'un monde multipolaire. S'il est indéniable à ce jour que les deux derniers objectifs ont été atteints, force est de constater que la défense des intérêts nationaux dans l'« étranger proche » (1) continue à l'heure actuelle de donner du fil à retordre aux dirigeants russes.

En février dernier, la Russie a prouvé qu'elle était prête à tout pour éviter la présence de l'OTAN dans ce qu'elle considère être son pré carré, y compris le dépeçage d'un État avec lequel elle avait pourtant partagé une longue et riche histoire. S'il est encore trop tôt pour conclure définitivement sur les impacts de ce conflit, les cassures engendrées par ce dernier obligeront la Fédération russe et ses futurs dirigeants à redéfinir sa singularité, pour demeurer influent d'ici 2050 et au-delà, dans un monde de plus en plus hostile à son point de vue.

Depuis 2003, il est possible de distinguer quatre périodes clés dans l'histoire récente de la Russie : la première rend surtout compte de la désillusion de Vladimir Poutine face à ses homologues américains après avoir donné, au début de son premier mandat, quelques gages de coopération. C'est effectivement avec l'émergence des « révolutions de couleur » entre 2003 et 2005 que Moscou prend conscience de la vulnérabilité de son « glacis » régional, vécue à l'époque comme une véritable humiliation par la plupart des élites russes (2), car menaçant d'affaiblir son influence dans l'espace postsoviétique. À cet effet, l'annonce du 26 novembre 2006 par le président américain George W. Bush de la vocation de l'Ukraine et de la Géorgie à adhérer à l'OTAN — en dépit des « promesses des diplomates occidentales » (3) — n'a fait que renforcer les certitudes russes sur les visées clairement expansionnistes de

l'influence américaine dans son « étranger proche », voire leurs craintes de subir à leur tour en sourdine un changement de régime.

La réponse ne s'est pas fait attendre, et c'est d'ailleurs à partir du célèbre discours de Munich de février 2007 que débute la deuxième séquence de la politique étrangère russe contemporaine, fondée sur la méfiance envers l'Occident. Conspuant un monde unipolaire favorisant selon lui leur seule puissance, le locataire du Kremlin se mit à accuser les Américains de miner les institutions internationales par leur aventure irakienne et de tenter de diviser les espaces postsoviétique et moyen-oriental afin de mieux manipuler les dissensions intrarégionales. En ce sens, la brève invasion de la Géorgie par l'armée russe en août 2008 peut se lire comme la démonstration, par le pouvoir russe, qu'il n'hésiterait pas à recourir à la force pour protéger ses intérêts dans sa zone d'influence privilégiée.

Les conséquences désastreuses du printemps arabe en Syrie verront la Russie — encore plus consciente de sa puissance et de son influence du fait de ses accointances avec le régime syrien — devenir l'acteur incontournable sur la scène internationale durant toute la décennie des années 2010. Que ce soit dans le domaine des hydrocarbures ou de l'énergie du nucléaire civil, le rôle de la Russie s'est approfondi grâce à l'acquisition de nouvelles parts de marché en Asie de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique. Soutenue tacitement par le régime chinois, capable de résister aux exigences des capitales occidentales, de dissuader le président américain d'intervenir militairement en Syrie alors même que sa « ligne rouge » avait été franchie et de développer un réseau de relations à son avantage avec des ennemis jurés (Israël-Iran/Iran-Arabie saoudite), le gouvernement russe a semblé pendant cette période la clé de voûte de toute résolution de conflit.

La troisième étape concorde avec une phase plus tactique que seulement intentionnelle de la politique étrangère russe, dans laquelle Moscou n'hésite pas à utiliser de manière discrétionnaire sa force militaire, que ce soit dès 2014 en soutien à la rébellion sécessionniste du Donbass en Ukraine ou bien en appuyant de sa force aérienne le régime syrien. Si la Russie évince complètement les Européens et les Américains de la résolution du conflit syrien (instauration d'un dialogue avec la Turquie et la Syrie), elle subit avec force les contrecoups des sanctions occidentales à l'encontre de son économie. Elle parvient toutefois à arracher aux Américains la nécessité de négociations sur le nucléaire iranien (4). L'accession de Donald Trump à la présidence des États-Unis procure à la Russie une sorte de répit qu'elle mettra à profit dans la résolution de conflits de plus basse intensité (Haut-Karabagh en 2020, Tadjikistan en 2021).

L'opération militaire lancée le 24 février 2022 par les forces armées russes sur le territoire ukrainien marque une nouvelle étape dans sa politique étrangère, ainsi que sur la scène internationale. Comme avec les États-Unis à l'époque de l'invasion de l'Irak, la Russie mène ses opérations en violation des principes cardinaux de la Charte

Photo ci-contre : Malgré une politique nataliste parmi les plus incitatives au monde, la Russie se vide progressivement de sa population. Alors que pour Vladimir Poutine « la crise démographique constitue un défi historique », la Fédération de Russie, qui comptait 148,2 millions d'habitants à la chute de l'URSS en 1991, devrait perdre entre 8 et 18 millions d'habitants d'ici 2050. (© Shutterstock)

des Nations Unies. Cet événement signe un nouvel échec du rêve onusien d'une pacification permanente du monde, tout en confirmant l'avènement du monde multipolaire que Poutine appelait de ses vœux : aucune grande puissance militaire européenne ou américaine ne s'aventurerait à affronter frontalement la Russie. Le conflit actuel se révèle un épisode de rivalité intense entre les États-Unis (par le biais de l'OTAN) et la Russie, créant des risques d'escalade au-delà des frontières souveraines de l'Ukraine.

À l'heure d'écrire ces lignes, la plupart des scénarios de sortie de crise tablent sur une guerre dans la durée. La sévérité des conséquences dépendra, à moyen terme, de la persistance des affrontements actuels, mais aussi de leur intensité. Selon toute vraisemblance, un retour au *status quo ante* est hautement improbable, tant les paramètres en jeu sont nombreux. Il n'en demeure pas moins certaines permanences : comment dès lors imaginer le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale à l'orée 2050 ?

Seul pays du G20 dirigé par la même personne depuis le début du siècle, la Russie demeurera profondément marquée par le legs historique de Vladimir Poutine, la dotant à nouveau d'un rôle de premier plan sur la scène internationale. Dans un contexte d'affaiblissement de l'État de droit et de la démocratie partout dans le monde (5), il est fortement envisageable que le système politique russe oscille en 2050 entre une démocratie hybride dirigiste et un régime autoritaire ultra-nationaliste. Nonobstant la survivance ou la disparition du régime actuel, le successeur de Poutine devrait poursuivre, selon toute apparence, la préservation des intérêts économiques et commerciaux de la Russie dans les secteurs énergétique et militaro-industriel. Au niveau sécuritaire, la sauvegarde de l'intégrité

territoriale et le maintien de l'ordre dans l'espace postsoviétique demeureront une priorité assumée du futur dirigeant. Sur le plan international, l'arrimage de la Russie à l'Asie deviendra beaucoup plus prégnant avec l'approfondissement des liens avec la Chine, l'Inde et, potentiellement, le Japon.

Du fait combiné des sanctions occidentales, qui devraient perdurer même après la fin de la guerre en Ukraine, et de la décarbonisation progressive de l'économie mondiale, la baisse de la demande en hydrocarbures à partir de 2035 obligera la Russie à trouver d'ici-là de nouveaux clients pour son principal produit d'exportation. Parallèlement, les coûts liés aux changements climatiques (inondations, incendies de forêt, dégel du pergélisol) augmenteront pour la Russie — même si le dégel du Sud de la Sibérie libérera des terres fertiles et renforcera le rôle du pays dans la sécurité alimentaire globale. Cette tension sur sa balance commerciale pourrait contraindre ses capacités d'investissement comme ses dépenses sociales. Causé en partie par les actions agressives passées de la Russie dans ses États voisins, le faible niveau de confiance des investisseurs pourrait pousser Moscou à demander des prêts à la Chine... aux conditions de cette dernière : taux d'intérêt élevés, droits exclusifs sur certains gisements de terres rares, nombreuses concessions dans son espace arctique, etc. Le remboursement ne prendrait alors pas seulement une forme pécuniaire, mais également diplomatique, avec le soutien aux ambitions stratégiques chinoises à travers des coopérations scientifiques et technologiques approfondies dans des domaines clés — tels ceux de l'intelligence artificielle ou de la biotechnologie —, Pékin profitant de l'excellence des universités russes.

Pour contrer son isolement en Europe suite à son aventure qu'elle prétendrait toujours comme réussie en Ukraine, la Russie ferait le pari d'une alliance durable avec la Chine sur la base d'un désir mutuel de faire évoluer l'ordre mondial vers un modèle polycentrique dans lequel chacune des grandes puissances dispose d'une plus grande liberté d'action pour poursuivre ses intérêts stratégiques. De son côté, Pékin envisagerait les actions russes en Europe comme une simulation pour ses propres initiatives en Asie. Dans ce contexte, la Chine apporterait à la Russie un soutien politique dans les forums internationaux et augmenterait les transferts de technologie vers la Russie pour aider le régime à renforcer la sécurité à ses frontières et dans le nouvel espace eurasiatique.

Au fur et à mesure du développement de cette relation, Moscou chercherait à obtenir la protection de la Chine au cas où le gouvernement russe choisirait de prendre des mesures plus risquées en Europe et qui comporteraient un risque de confrontation armée avec l'OTAN. En retour, Pékin s'attendrait à la même compréhension de la part de Moscou. Cet accord tacite entraînerait la Russie dans un dilemme, en limitant sa capacité à diversifier ses relations avec d'autres puissances asiatiques — telles que l'Inde ou l'Iran — de plus en plus méfiantes envers les ambitions chinoises dans la région. En résumé, la défiance que pourrait éprouver son « étranger proche » envers elle fait courir à la Russie le risque d'être réduite à une puissance d'appoint, adossée à celle de la Chine.

Erik Burgos

Notes

- (1) Ce terme est utilisé en Russie pour désigner les 14 autres ex-républiques soviétiques.
- (2) Dans ses mémoires, l'ancien Premier ministre russe Evgueny Primakov accuse directement les États-Unis d'avoir fomenté ces révoltes populaires. L'élite au pouvoir en Russie souscrit également à cette analyse.
- (3) Si l'interprétation des propos sur l'extension de l'OTAN à l'Europe de l'Est continue d'être débattue par les spécialistes, il ne fait aucun doute pour les autorités russes qu'il s'agit d'une promesse rompue.
- (4) Soutien indéfectible du droit de l'Iran à l'énergie nucléaire civile, la Russie proposait déjà depuis 2011 que le gouvernement iranien prenne des mesures pour accroître sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie en échange d'un assouplissement progressif des sanctions. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015 sera ajourné trois ans plus tard par Donald Trump.
- (5) Lire à cet effet le plus récent rapport de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (<https://bit.ly/3VsoCC1>).

Ci-contre : Élu président pour la première fois en mars 2000 en remportant 52,94 % des suffrages, Vladimir Poutine est resté maître du Kremlin pendant deux mandats consécutifs. Remplacé par l'ancien vice-président du gouvernement, Dmitri Medvedev, lors d'un interlude de quatre ans entre 2008 et 2012 imposé par la Constitution russe — mais durant lequel il était néanmoins Premier ministre —, Vladimir Poutine a depuis retrouvé et conservé sa place au sommet du pouvoir russe. (© Shutterstock)



DIPLOMATIE

N°119

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

QUELLE ÉVOLUTION DU MONDE ?



ANS

DE DIPLOMATIE

2003 - 2023 - 2043...

POINTS CHAUDS

Canada, Corée du Sud, Corée du Nord, République démocratique du Congo, Turquie, Arabie saoudite

HISTOIRE

La diplomatie de l'empire byzantin

